


Le groupe Clarín gagne les élections présidentielles en Argentine

JUAN LUIS FRANCIA

7 janvier 2016

Article en PDF: 

« La démocratisation du système des médias de masse est une précondition à la consolidation du système démocratique » Carlos Nino



La guerre contre la démocratie

Au cours de l'année 2015, la lutte pour le pouvoir entre Clarín et le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner est devenue plus intense et plus explicite ; Le monopole médiatique Clarín mène une guerre sans précédent dans l'histoire du pays austral contre la dirigeante politique la plus populaire de ces 40 dernières années en Argentine.

Pendant la dictature civico-militaire qui a régi l'Argentine entre 1976 et 1983 et qui a assassiné des milliers de compatriotes avec l'impunité que leur octroyait le contrôle de l'État et des médias ; un décret-loi sur la régulation de la radiodiffusion a été adopté. Ce décret-loi de la dictature sur la radiodiffusion est resté en vigueur pendant les gouvernements démocratiques qui lui ont succédé, jusqu'à octobre 2009 lorsque le congrès, soutenu par le gouvernement Fernández de Kirchner, est parvenu à sanctionner la Loi n°26 522 de Services de communication audiovisuelle en Argentine. Cette loi comporte deux axes, explique le journaliste argentin Néstor Piccone, « la démonopolisation et la promotion de la diversité des opinions »(1).

Les débats antérieurs à l'adoption de la « loi des médias », comme on l'appelle familièrement en Argentine, ont vu la participation de différentes organisations et institutions de la société (parmi lesquelles on peut retenir la Coalition pour une radiodiffusion démocratique) et se sont soldés par un débat parlementaire et par l'adoption de la loi. Ce mécanisme participatif en a fait un des textes les plus démocratiques de toutes ceux élaborés par le pouvoir législatif argentin. Ces institutions ainsi que celles qui suivirent la promulgation de la loi des médias, ont toujours dû faire face à la résistance du groupe Clarín, qui a opposé tous types d'obstacles et dont les intérêts ont été défendus par nombre de députés et de sénateurs. Après que la loi a été promulguée, celle-ci octroyait un délai d'un an aux groupes privés pour qu'ils s'adaptent à la nouvelle législation, mais Clarín a poursuivi son opposition, protégé par un réseau de juges qui gelaient l'application de la loi au groupe grâce à des mesures préventives, ce qui lui a permis d'éviter de perdre les nombreux médias qu'il possède. Six ans après l'adoption de la loi des médias, Clarín a réussi à garder sa puissance médiatique intacte et à contribuer au changement de couleur politique du gouvernement national qui s'est opéré en décembre 2015. Cela lui permet d'aspirer à consolider sa position de groupe économique et médiatique le plus puissant que l'on ait vu dans tous les pays de la région.

C'est à l'ombre de la dernière dictature argentine que le groupe Clarín a commencé à grandir. Il a illégalement pris le contrôle de la seule entreprise qui produit alors le papier pour les journaux, Papel Prensa, se servant des forces de répression de la dictature pour forcer les propriétaires de l'entreprise à leur vendre. Le fameux manque de scrupules d'un de ses principaux propriétaires, Héctor Magnetto, est toujours consigné dans un jugement à l'encontre des oppresseurs dictatoriaux grâce au témoignage de Lidia Papaleo, ex-propriétaire de Papel Prensa. Magnetto l'a menacée en lui disant que si elle ne lui vendait pas la société, sa vie ainsi que celle de sa fille de 2 ans seraient en danger. Contrainte de vendre son entreprise, Papaleo a ensuite été séquestrée et torturée pendant six ans dans les cachots de la dictature qui s'appuyait sur la complicité de Clarín pour censurer et ignorer dans sa grille informative les crimes contre l'humanité commis par les militaires argentins(2).

Le bourreau

La question que pose le cas argentin, et qui se pose également à d'autres gouvernements de la région aux tendances progressistes, est la suivante : comment se peut-il que des citoyens qui ont été les principaux bénéficiaires des politiques d'inclusion sociale, de la souveraineté politique et du respect des droits humains, élisent un candidat à la présidence qui va à l'encontre de leur propres intérêts et de ceux du plus grand nombre ?

Pourquoi un citoyen qui, grâce aux politiques de Cristina Fernández de Kirchner, a trouvé un travail, une maison, une voiture, est parti en vacances à l'étranger ou dans son pays, au moment de voter, choisit-il quelqu'un qui a toujours été contre ces droits et ces bénéfices qu'il a acquis ?

Afin d'avoir un point de référence plus clair, il est nécessaire de préciser que c'est depuis que le coup d'État a éclaté et a ouvert la voie à la dernière dictature d'Argentine, le 24 mars 1976, que la démolition de l'État-providence a été initiée pas à pas. C'est aussi à partir de cette date qu'on a construit un nouveau capitalisme, beaucoup plus agressif, plus vorace, qui a déclenché un transfert de richesses du secteur salarié vers les élites commerciales et financières. C'est ainsi que le néolibéralisme a commencé à faire son chemin en Argentine, grâce au seul m...

possible à l'époque, la dictature. Pour simplifier, la marche du néolibéralisme en Argentine a eu des conséquences assez préjudiciables pour les classes populaires : malnutrition, famine, chômage, et exclusion. Le point culminant est atteint en décembre 2001, lorsque les banques privées escroquent massivement leurs clients, leur volant les dollars qu'ils possèdent sur leur compte. C'est à ce moment-là que les exclus du système et la classe moyenne ont uni leurs revendications. Le mal-être ne pouvait être plus important, et le gouvernement néolibéral de Fernando de la Rúa s'est vu contraint de démissionner. Après cette expérience d'appauvrissement massif, d'émigration et de désespoir, Néstor Kirchner arrive à la présidence et avec lui la construction d'un modèle qui a développé l'industrie nationale ainsi que la répartition de la richesse à travers de nouvelles politiques sociales. L'État-providence a été reconstruit et l'économie a généré des millions d'emplois, les salaires ont augmenté ainsi que le pouvoir d'achat.

Enfin, après 12 ans où l'accès aux biens de consommation et aux biens culturels ont été garantis pour ceux qui n'y avaient pas accès avant, les citoyens ont majoritairement donné leur vote à Mauricio Macri, le candidat néolibéral à la présidence argentine. L'amélioration des conditions sociales, économiques et politiques n'a pas entraîné une élévation de la conscience politique. Les valeurs héritées du style de vie américain, la surconsommation, et l'individualisme ne changent pas mais favorisent plutôt l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés. Ainsi s'opère une sorte d'approfondissement des valeurs capitalistes qui paraît être une ingratitude envers le kirchnérisme ou un masochisme politique puisque que l'on soutient quelqu'un qui va restreindre les droits acquis par les citoyens pendant douze années de kirchnérisme. On a voté pour le bourreau et il va falloir maintenant le subir.

Opposition grandissante

Comme nous l'avons dit plus haut, la loi des médias qui cherche à démonopoliser et à promouvoir la diversité des opinions a rencontré une grande résistance de la part du principal concerné, à savoir le puissant conglomérat médiatique du pays, le groupe Clarín. La réaction corporatiste ne s'est pas fait attendre, la Société Interaméricaine de Presse (SIP) a fait une sortie pour défendre le groupe Clarín et pour critiquer le gouvernement de Cristina de Kirchner, accusant celle-ci d'essayer de contrôler la presse et de limiter la liberté d'expression, alors que l'objectif de la loi est de faire l'inverse(3).

La loi de Services de communication audiovisuelle a été votée il y a six ans, en octobre 2009, mais elle n'a pas pu entrer en vigueur à cause du refus de Clarín de s'y conformer. Ce dernier a reçu de multiples soutiens (politiques, médiatiques, judiciaires ainsi que celui de chefs d'entreprise) dans sa lutte contre l'assaut démocratique du gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner. L'effort du gouvernement de Cristina Fernández pour faire appliquer la loi des médias à Clarín s'est heurté au phénoménal pouvoir de manipulation du monopole. C'était la première fois depuis la dernière dictature qu'un gouvernement démocratique votait une loi sur les médias audiovisuels malgré la résistance de celui que le journaliste Victor Hugo Morales qualifie d'« homme le plus puissant d'Argentine », le patron du groupe Clarín, Héctor Magnetto. Après que le groupe a fait appel devant la Cour Suprême d'Argentine, celle-ci a considéré que la loi était conforme à la Constitution. La seule option qui restait donc à Clarín était de faire en sorte que le gouvernement change afin que la loi puisse ensuite être changée à son tour.

Dans une société comme en Argentine, où une frange importante de la population appartient à la classe moyenne qui, après avoir fini le travail, allume la télévision, navigue sur internet, écoute la presse ou écoute la radio, l'inconvénient est que la majorité de ces médias ont tous le même propriétaire, Clarín. Ainsi, les médias sont un véritable facteur décisif lorsqu'on est en présence d'un monopole car ils parviennent à faire germer dans l'esprit du public des sentiments et des idées à travers la manipulation, la calomnie et la censure. C'est globalement ce qui s'est passé en Argentine, consolidant ainsi une « démocratie de spectateur »(4).

L'attaque de Clarín contre la gestion Kirchner a repris de plus belle pendant l'année électorale de 2015 ; nous prendrons deux exemples qui parlent pour eux-mêmes. Le 30 mars 2015, le journal Clarín, qui relaie les informations en Argentine, titrait en une « Máximo (Kirchner, fils de la présidente) serait co-titulaire de deux comptes secrets » et ajoutait que ces comptes se trouveraient aux États-Unis et aux Îles Caïmans. La fausse information a été reprise par la revue brésilienne Veja, malgré le fait que Clarín ait toujours utilisé des verbes au conditionnel. La propre banque américaine où Máximo avait soi-disant déposé des millions de dollars a démenti les informations du média argentin,5 et l'entreprise fantôme enregistrée au Belize que posséderait Máximo Kirchner n'a jamais existé.6 Mais bien que la fausseté de l'accusation de Clarín ait été démontrée, le mal était déjà fait, car toutes ces calomnies n'ont été découvertes qu'un mois après une dénonciation que Clarín a mise en une de son journal phare pour ensuite la reproduire dans tous ses médias.

Un autre exemple représentatif de l'attaque lancée par Clarín contre le gouvernement de Cristina Fernández est survenu le 14 mai (à peine deux semaines après la calomnie sur les comptes secrets de Máximo Kirchner), quand Clarín a titré que le ministre de l'économie, Axel Kicillof, cumulait un salaire en tant que ministre avec un salaire en tant que directeur de la société pétrolière étatale YPF. L'intéressé a immédiatement démenti et s'est plaint du nombre de médias que possède Clarín pour répéter ses mensonges. Selon les compte-rendus de YPF, le rôle de Kicillof en tant que directeur était ad honorem, le ministre ayant renoncé aux honoraires de ce poste au moment même où il a été nommé ministre(7).

Sur Clarín les exemples de censure sont également abondants. On peut mentionner le silence dont a fait preuve le monopole sur l'information filtrée par le portail Wikileaks, qui a révélé que Mauricio Macri avait demandé à plusieurs reprises à des fonctionnaires de l'ambassade des États-Unis à Buenos Aires que le gouvernement du nord soit plus dur avec les Kirchner, qu'il critique publiquement leurs politiques, il leur demandait, en synthèse, d'assumer un statut impérialiste plus actif dans ses ingérences en Argentine.8 Une autre note de Wikileaks a révélé que Macri avait dit à l'ambassadeur des USA en Argentine que son parti politique était le premier en 80 ans d'histoire nationale à être pro-marché et pro-affaires(9). Ces informations ont été soigneusement laissées de côté dans la grille informative du groupe Clarín, lequel a

toujours offre une protection médiatique à la figure politique de Macri pendant des années.

La victoire serrée de Mauricio Macri aux élections présidentielles du 22 novembre 2015 doit beaucoup au groupe Clarín qui a servi de bélier à Macri pour démolir les portes de la Maison rose. Les faveurs politiques se paient toujours, et Macri a donné des échantillons de cette règle tacite le lendemain de son intronisation en promulguant un décret-loi qui modifie la loi des médias et cherche à évincer ou à brider le directeur de l'Autorité fédérale des services de communication, Martín Sabatella. Un appel à manifester contre le décret et pour défendre la loi des médias a immédiatement été lancé à l'initiative des kirchnéristes (10) lesquels ont également averti que si le macrisme cherchait à annihiler l'AFSCA, créé par la loi, ils auraient recours aux instances judiciaires nationales et internationales(11). Même si Clarín a réussi à placer son candidat à la présidence, la bataille qui se déroule actuellement est loin d'être gagnée pour Clarín. Comme le disent les mères de la Place de Mai « la seule bataille que l'on est sûr de perdre est celle qu'on ne mène pas ».

Supplément : Clarín, le grand monopole argentin :

Clarín possède plus de 240 entreprises du câble réparties dans toute l'Argentine, un chiffre plus de dix fois supérieur à ce qu'autorise la loi des médias(12). Selon des estimations de l'AFSCA, Clarín arrive à toucher 42% de la population grâce à la radio, 39% grâce à la télévision gratuite et 59% grâce à la télévision par abonnement(13). La loi de médias stipule qu'en aucun cas une seule entreprise ne peut dépasser une couverture de 35% de la population, chiffre que Clarín dépasse largement et qui l'oblige à se séparer de médias pour être en règle. Enfin, Clarín dans son optique d'expansion souhaite diversifier son offre dans des domaines non autorisés par la loi des médias, comme par exemple celui de la téléphonie(14).

Bibliographie

(1) Piccone, Néstor. 2015. La inconclusa ley de medios. La historia menos contada. Peña Lillo. Ediciones Continente. Buenos Aires. Argentina.

Ley de Servicios de Comunicación Audiovisual, 26,522. 2014. Edición Defensoría del Público y Universidad Nacional de Quilmes. Buenos Aires Argentina.

"La cocina de la ley", documental de David "Coco" Blaustein.

Serrano Mancilla, Alfredo. 2015. América Latina en Disputa. El perro y la rana. Bandes. Caracas. Venezuela.

Bibliographie digitale

(2) <http://www.pagina12.com.ar/diario/u...>

(3) <http://www.lanacion.com.ar/1246307-...>

(4) Chomsky, Noam y Ramonet ,Ignacio.(2002). . Como nos venden la moto. Icaria. Barcelona. España.

(5) <http://www.pagina12.com.ar/diario/e...>

(6) www.telam.com.ar/notas/20150...

(7) <http://www.telam.com.ar/notas/20150...>

(8) <http://santiagoodonnell.blogspot.fr...>

(9) <http://www.pagina12.com.ar/diario/s...>

(10) <http://www.pagina12.com.ar/diario/e...>

(11) <http://www.pagina12.com.ar/diario/e...>

(12) <http://www.telam.com.ar/notas/20130...>

(13) <http://www.telam.com.ar/notas/20131...>

(14) <http://www.telam.com.ar/notas/20150...>

Source : Journal de Notre Amérique n°10, Janvier 2016, à paraître la semaine prochaine

>> Retrouvez sur notre shop !



Les 7 péchés d'Hugo Chavez

8-les-7-peches-d-hugo-chavez.html

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

